

Conseil des ministres

Le bureau oval de la Maison Blanche. Le président est entouré de quelques-uns des membres de son Cabinet et de ses conseillers.

“C’est formidable! Ma popularité augmente après chaque action,” dit le président en se frottant les mains. “Mais, soit dit entre nous, Casp, depuis plus d’un mois, nous n’avons attaquer aucun pays ni froter les oreilles d’aucun dictateur communiste avec nos bombes; notre flotte est silencieuse, nos canons sont silencieux . . . Tu ne crois pas que nous risquons de paraître un peu mou?”

“Ne soyez pas trop dur sur vous-même, M. le président. Après tout vous avez menacé la Syrie et l’Iran de votre foudre. Faites donc une petite pause, sir.”

“Nos ennemis ne se reposent pas, eux. Que fait notre bon ennemi Mike? A-t-il osé mettre de l’avant encore une fois ses dangereuses propositions pour le désarmement?”

“Oui, M. le président,” répondit G. Schultz, “aujourd’hui encore, il a remis ça. Mais nous avons déjà rejeté sa proposition . . . hier. Nous sommes de plus en plus prompt dans le domaine du rejet.”

“Mais l’avions lu au moins,” demanda le président désireux d’assurer ses bases.

“Oui, pour une fois. Au cas où il avait voulu nous prendre au dépourvu avec des propositions criminelles comme par exemple: dissolution de l’Armée Rouge et du Pacte de Varsovie, réinstallation du Tzar sur le Trône, nous serions mal venus de dire qu’il ne s’agissait de ‘rien de nouveau’.”

“Foutaise, Georges! Aujourd’hui nous pouvons tout nous permettre. We are standing tall again. Nous négocierons avec l’Empire du Mal que lorsqu’il sera totalement désarmé et viendra ramper à nos pieds.”

“Oui, mais nos alliés vont encore nous accuser de ne pas vouloir négocier de bonne foi.”

“Ceux qui nous montre d’un doigt accusateur ne méritent pas d’être nos alliés. S’ils continuent ainsi nous allons nous retirer de l’Europe. Heureusement que nous avons Maggie . . . Comment avance notre guerre économique avec le Canada et le CEE?”

“Les Canadiens continuent à pratiquer leur terrorisme économique en subventionnant frauduleusement leurs bûcherons et leurs pêcheurs. Nous avons lancé un ultimatum à la CEE. Si elle continue à bloquer nos exportations de maïs et de soja, nous allons riposter.”